

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche
3 avenue des Langories
26000 VALENCE

Valence, le 24/03/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/03/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Société PATRIZIA

ZAC DE CHAFFIT – ZI de la Motte
Rue du Commandant Cousteau
26800 PORTES LES VALENCE

Références : 20220321-RAP-DAEN0213

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/03/2022 dans l'établissement PATRIZIA implanté ZAC DE CHAFFIT – ZI de la Motte Rue du Commandant Cousteau 26800 PORTES LES VALENCE. L'inspection a été annoncée le 21/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PATRIZIA
- ZAC DE CHAFFIT – ZI de la Motte Rue du Commandant Cousteau 26800 PORTES LES VALENCE
- Code AIOT dans GUN : 0010300158
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED – MTD

L'entrepôt est constitué d'un bâtiment composé de 6 cellules de stockage. L'ensemble des cellules a été contrôlé par l'inspection, ainsi que les extérieurs.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative
- risques accidentels

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant peu la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Propositions de suites de l'inspection des installations classées
NC3_2016 – Problème de fonctionnement du sprinkler	AP Complémentaire du 25/10/2013, article 6.21 de l'annexe	Mise en demeure, respect de prescription

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
O1_2022 – Situation administrative	AP Complémentaire du 25/10/2013, article 1er
NC2_2016 – SOGAL – désenfumage	AP Complémentaire du 25/10/2013, article 6.21 de l'annexe
NC3_2016 – Problème de fonctionnement du sprinkler	AP Complémentaire du 25/10/2013, article 6.21 de l'annexe
NC1_2022 – État des matières stockées – Cas général	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4 de l'annexe II
NC2_2022 – Moyens de lutte contre l'incendie – PI	AP Complémentaire du 25/10/2013, article 6.12 de l'annexe
NC3_2022 – Moyens de lutte contre l'incendie – PI	AP Complémentaire du 25/10/2013, article 6.12 de l'annexe
NC4_2022 – Risque pollution par eaux extinction	AP Complémentaire du 25/10/2013, article 04/07/04
O2_2022 – Prévention du risque pollution par eaux extinction	AP Complémentaire du 25/10/2013, article 04/07/04
NC5_2022 – Recharge d'accumulateurs hors local	AP Complémentaire du 25/10/2013, article 6.16 de l'annexe
NC6_2022 – Formation du personnel aux RIA	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13 de l'annexe II
NC7_2022 – Opérations de maintenance en dehors de l'atelier	AP Complémentaire du 25/10/2013, article 6.5 de l'annexe
NC8_2022 – Absence de permis de feu pour atelier de maintenance	AP Complémentaire du 25/10/2013, article 6.19 de l'annexe
NC9_2022 – Absence de rétention sous des liquides inflammables	AP Complémentaire du 25/10/2013, article 4.7.2 de l'annexe

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
NC3_2016 – Problème de fonctionnement du sprinkler	AP Complémentaire du 25/10/2013, article 6.21 de l'annexe
NC4_2016 – risque lié aux bennes de déchets de bois et les zones ATEX	AP Complémentaire du 25/10/2013, article 12.6 de l'annexe
Moyens de lutte contre l'incendie – DI	AP Complémentaire du 25/10/2013, article 6.11 de l'annexe
Moyens de lutte contre l'incendie – sprinkler	AP Complémentaire du 25/10/2013, article 6.12 de l'annexe
Moyens de lutte contre l'incendie – extincteurs	AP Complémentaire du 25/10/2013, article 6.12 de l'annexe
Moyens de lutte contre l'incendie – RIA	AP Complémentaire du 25/10/2013, article 6.12 de l'annexe
Issues de secours	AP Complémentaire du 25/10/2013, article 6.13 de l'annexe
Issues de secours	AP Complémentaire du 25/10/2013, article 6.13 de l'annexe

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
Portes coupe-feu inter-cellules	AP Complémentaire du 25/10/2013, article 6.7 de l'annexe
Matières combustibles dans local de charge	AP Complémentaire du 25/10/2013, article 7.9 de l'annexe
O3_2022 – Information du voisinage en cas de déclenchement du POI	/

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Depuis plusieurs années, la protection sprinkler du site est susceptible d'être mise en échec car des zones situées à proximité d'installations électriques ou de zone de travail par point chaud (atelier de maintenance) ne sont pas protégées. Dans la cellule occupée par le locataire Vilmorin, des travaux par point chaud sont effectués sans qu'un permis de feu ne soit délivré et sans que cela soit opéré dans un atelier dédié coupe-feu.

Une petite quantité de liquides inflammables (environ 6 tonnes) est stockée dans la cellule Skipper sans rétention.

Par ailleurs, la gestion du site reste globalement satisfaisante.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/10/2013, article 1er
Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature
Prescription contrôlée : Tableau de classement et demande de bénéfice de l'antériorité du 16/11/2021
Constats : 1510 : enregistrement avec bénéfice de l'antériorité Dans son courrier du 16/11/2021, l'exploitant se positionne sous le régime de l'autorisation pour les rubriques 1530, 1532, 2662, 2663-1 et 2663-2. L'exploitant n'ayant pas de stockage significatif en dehors de l'entrepôt, le classement sous les rubriques 1530, 1532, 2662, 2663-1 et 2663-2 ne peut de fait pas être retenu. L'entrepôt ne peut être à ce stade que classé en 1510 enregistrement. L'exploitant souhaite faire valoir son droit à l'antériorité sur ces rubriques 1530, 1532, 2662, 2663-1 et 2663-2 au cas où l'entrepôt contiendrait moins de 500t de matières combustibles et qu'il serait uniquement dédié à une rubrique. L'inspection proposera dans un rapport distinct de prendre acte de ce bénéfice de l'antériorité. 2260-b (D) : l'exploitant indique qu'il n'y a pas eu de modification et que la puissance installée est toujours de 420 kW. La rubrique a été modifiée : le classement est désormais sous la rubrique 2260-1-b) (DC). 2910-A-2 (D) : les 2 chaudières à gaz n'ont pas été modifiées. Leur puissance cumulée est de 2,32 MW. 2925 (D) : l'exploitant ne connaît pas la puissance de ses ateliers de charge d'accumulateurs. La rubrique a été modifiée. Le classement est désormais sous la rubrique 2925-1 (D). Par courriel du 18/03/2022, l'exploitant indique que la puissance est de 324 kW et que celle indiquée dans le dossier de demande d'autorisation est de 800 kW. 2410-b) : l'exploitant indique qu'il n'y a pas eu de modification de la puissance installée des machines. Il convient que l'exploitant vérifie cette information. La rubrique a été modifiée. Le classement est désormais sous la rubrique 2410-2 (D). 2560 : l'exploitant indique qu'il n'y a pas eu de modification de la puissance installée des machines. Il convient que l'exploitant vérifie cette information. 4718 : la quantité présente de bouteilles de gaz est inférieure à celle déclarée initialement (une dizaine de bouteilles de 13 kg). Elles sont stockées en dehors des cellules de l'entrepôt, à bonne distance des bâtiments.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : NC2_2016 – SOGAL – désenfumage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/10/2013, article 6.21 de l'annexe
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention
Prescription contrôlée : Cellule SOGAL : La vérification des systèmes automatiques de désenfumage a été effectuée le 29/08/2016 par la société ECODIS et a donné lieu à certaines remarques : Cellule 4 : DAS 96 n'ouvre pas ; priorité urgente Vilmorin : cheminement HS et coffret de commande mal fixé. L'exploitant nous précise que la remise en état a été programmée, sans toutefois pouvoir nous présenter le bon de commande correspondant. Garantir que les systèmes automatiques de désenfumage ont bien été remis en état de bon fonctionnement
Constats : L'exploitant a présenté un rapport de contrôle du désenfumage du BUREAU VERITAS du 30/06/2021. Les limites de prestations sont conséquentes considérant que les exutoires « non visibles depuis le sol n'ont pas été contrôlés (pas passage par le toit) ». La société de maintenance ECODIS a fait également un contrôle et de la maintenance le 29/06/2020 (RAS). Par courriel du 18/03/2022, l'exploitant a transmis un courrier de la société EIFFAGE indiquant que le prochain contrôle du désenfumage sera effectué début avril 2022. L'exploitant doit veiller à ce que le contrôle du désenfumage soit fait intégralement et que le rapport spécifie les contrôles effectués. Un exemplaire du rapport devra être transmis à l'inspection d'ici le 30/04/2022.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : NC3_2016 – Problème de fonctionnement du sprinkler

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/10/2013, article 6.21 de l'annexe
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention
<p>Prescription contrôlée : Le document Q1 relatif à la vérification semestrielle effectuée par la société TPI, le 06/08/2016 a été consulté.</p> <p>Son examen met en évidence dans son paragraphe VIII des points de non-conformités susceptibles de mettre en échec la protection sprinkler, dont l'exploitant n'a pas pu nous garantir qu'ils aient été levés.</p> <p>L'exploitant devra communiquer à l'inspection tous les éléments démontrant la prise en compte des observations, et en particulier vis-à-vis des non-conformités 2010 et 2013 rappelées ci-dessous :</p> <p>Cellule OXADIS :</p> <p>présence de bacs ouverts sur le dessus, d'algécos et de plate-formes</p> <p>vérifier que les non-conformités mises en évidence par la société TPI sur le document Q1 du 02/03/2016 ont été levées, afin de ne pas contrecarrer le bon fonctionnement du système d'extinction automatique</p> <p>Constats : Par courrier du 14/11/2016, l'exploitant donne des éléments sur le sujet de la Cellule OXADIS « présence de bacs ouverts sur le dessus, d'algécos et de plate-formes ». Les éléments de réponse contenus dans le courrier Vilmorin-Jardin du 25/10/2016, ne permettent pas en l'état de solder cet écart. En effet, les actions correctives envisagées sont soumises à une validation effective (dispositif KARDEX) voire à une validation financière (mise en place de caillebotis). Il faut donc avancer sur la résolution de cet écart et dans tous les cas, les dispositions arrêtées (dispositif KARDEX et caillebotis) devront être validées par TPI.</p> <p>Lors de la visite du 10/30/2022, l'inspection a constaté que ce sujet n'a pas évolué : le rapport de vérification semestrielle de BUREAU VERITAS du 21/01/2022 indique que le système de sprinklage peut être mis en échec car des zones ne sont pas protégées (bureaux de quais en algécos, zone de production sous mezzanine, zone maintenance...) dans les cellules du locataire Vilmorin.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : NC3_2016 – Problème de fonctionnement du sprinkler

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/10/2013, article 6.21 de l'annexe
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention
<p>Prescription contrôlée : Le document Q1 relatif à la vérification semestrielle effectuée par la société TPI, le 06/08/2016 a été consulté.</p> <p>Son examen met en évidence dans son paragraphe VIII des points de non-conformité susceptibles de mettre en échec la protection sprinkler, dont l'exploitant n'a pu nous garantir qu'ils aient été levés.</p> <p>L'exploitant devra communiquer à l'inspection tous les éléments démontrant la prise en compte des observations, et en particulier vis-à-vis des non-conformités 2010 et 2013 rappelées ci-dessous :</p> <p>Cellule E – F SOGAL :</p> <p>présence de plastiques alvéolaires et d'huile moteur incompatible avec une protection sprinkler nouvelle salle de charge sans protection sprinkler machines filmeuses sans protection sprinkler</p> <p>vérifier que les non-conformités mises en évidence par la société TPI sur le document Q1 du 02/03/2016 ont été levées, afin de ne pas contrecarrer le bon fonctionnement du système d'extinction automatique</p>
<p>Constats : Par courrier du 14/11/2016, l'exploitant donne des éléments sur le sujet de la Cellule E – F SOGAL :</p> <p>- présence de plastiques alvéolaires et d'huile moteur incompatible avec une protection sprinkler</p> <p>L'inspection prend acte des commentaires qui précisent que les fûts d'huiles moteurs mis en évidence lors de la visite de TPI, n'étaient destinés qu'à des opérations de vidanges ponctuelles et que leur entreposage est réalisé en extérieur.</p> <p>Sur la présence des plastiques alvéolaires, l'inspection prend acte des recommandations vis-à-vis de la protection sprinkler, édictées par l'assureur ALLIANZ dans son plan de prévention du 05/12/2013 :</p> <ul style="list-style-type: none">- hauteur maxi de stockage à 4 m- nécessité de maintenir un espace libre minimale de 1 m entre le haut du stockage des cales polystyrènes dans le local de charge et la protection sprinkler- limitation de la présence de cales polystyrènes dans les zones de travail <p>Les mesures compensatoires réclamées par ALLIANZ pour valider le stockage des cales dans le local de charge (non utilisé pour la charge des batteries) doivent être mises en œuvre (éclairage maintenu coupé et porte coupe-feu maintenue fermée en permanence).</p> <p>Lors de la visite du 10/03/2022, l'inspection a constaté que la hauteur maximale de stockage des cales polystyrène est d'environ 4 m, que la distance de 1 m entre le haut du stock et les têtes de sprinklage est bien respectée. Le local est coupe-feu sur toutes ses faces et son plafond. L'éclairage est maintenu coupé. En revanche les portes coupe-feu ne sont pas maintenues fermées en permanence (elles étaient ouvertes lors de la visite). L'exploitant devra veiller à bien maintenir les portes du local de stockage des cales polystyrène fermées en permanence.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : NC3_2016 – Problème de fonctionnement du sprinkler

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/10/2013, article 6.21 de l'annexe
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention
Prescription contrôlée : Sprinklage ESFR dans les stockages de grandes hauteur. Sprinklage normal dans les autres locaux.
Constats : Par courrier du 14/11/2016, l'exploitant donne des éléments sur le sujet de nouvelle salle de charge sans protection sprinkler. La transmission du rapport de l'audit de conformité du local de charge réalisée par l'APAVE en mars 2014 ne permet pas de solder l'écart. En effet si cet audit se positionne vis-à-vis de l'arrêté ministériel du 29/05/2000, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925, il convient de replacer le nouveau local de charge dans le contexte de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 25/10/2013 qui régit le fonctionnement de l'ensemble des installations du site. Or cet arrêté préfectoral mentionne dans son article 6.12 relatif aux Moyens de lutte contre l'incendie, que l'entrepôt doit être doté notamment d'un réseau d'extinction automatique ESFR (fort débit) dans les cellules de stockage de grande hauteur et de type normal dans les autres locaux. Ce réseau sera conçu, installé et entretenu conformément aux normes en vigueur. En outre le plan de prévention ALLIANZ mentionné précédemment, a validé dans son point 13-05-M, le fait que le nouveau local de charge sera protégé par sprinkler et les observations reprises au point précédent rappellent que le local de charge initial, qui sert désormais à l'entreposage des cales de polystyrènes, était bien pourvu d'une extinction automatique. Lors de la visite du 10/03/2022, l'inspection a constaté que le stockage de cales polystyrène n'est pas fait en « grande hauteur » car il est seulement sur 4 m de haut. Aussi, selon l'arrêté préfectoral, un sprinkler de type ESFR n'est pas nécessaire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : NC4_2016 – risque lié aux bennes de déchets de bois et les zones ATEX

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/10/2013, article 12.6 de l'annexe
Thème(s) : Risques accidentels, Explosion de poussières
Prescription contrôlée : Démontrer à l'inspection l'absence de risque induit par la présence des trois bennes récupérant les déchets de bois, entreposées à proximité des zones ATEX liées au fonctionnement de l'installation de dépoussiérage.
Constats : Le rapport de zonage ATEX, réalisé par Alpes Contrôles le 19/11/2012, que SOGAL transmet en réponse à notre observation, montre que les bennes de récupération étaient bien présentes à proximité de l'unité d'aspiration CATTIN FILTRATION dès la mise en place du système. Ce rapport indique toutefois que ces bennes constituent une zone ATEX et à ce titre, doivent être mises à la terre et munies d'un évent de surpression ATEX. Le respect de ces deux dispositions spécifiques devra être confirmé par l'exploitant. Lors de la visite du 10/03/2022, l'inspection a constaté la mise à la terre et la présence d'évents sur les deux bennes à déchets de sciures. L'exploitant a également présenté une attestation du 31/03/2017 indiquant que les bennes sont certifiées ATEX et qu'elles disposent d'évents correctement dimensionnés. L'exploitant a répondu à la demande.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : NC1_2022 – État des matières stockées – Cas général

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4 de l'annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</p> <p>2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.</p> <p>Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p>
<p>Constats : Le locataire Vilmorin a transmis un état des stocks du 01/03/2022 en m³ et par types de matières. Le locataire Sogal a présenté un état des stocks en m³ et en tonnes par type de produits de la semaine dernière mais indique qu'il peut facilement sortir un état journalier. Le locataire SKIPPER a présenté un état des stocks précisant le nombre d'unités détenues de différents types</p>

de marchandises sans que cela soit converti en tonne ou en m³.

Les locataires n'ont pas pu préciser si les déchets sont pris en compte dans l'état des stocks.

Le locataire Skipper a transmis par courriel du 18/03/2022 un état des stocks par type de matières. Cet état n'est pas suffisamment synthétique (il est par client et non pas uniquement par rubrique ICPE ou type de risque). Cet état des stocks doit être amélioré.

Lors de la visite, les locataires Vilmorin, Skipper et Sogal ont présenté un plan des stockages sans que ceux-ci soient complets. Il convient que le Nord soit indiqué, que les zones soient nommées et que la hauteur maximale des stockages soit précisée. Les types de marchandises doivent être précisés pour le locataire Skipper (liquides inflammables, dangereux pour l'environnement, solides inflammables...).

Par courriel du 18/03/2022, les locataires Sogal et Vilmorin ont transmis un plan général des stockages répondant à la demande.

Concernant l'accessibilité de ces états des stocks, aucune organisation n'est à ce jour mise en place pour que l'information soit disponible en permanence.

Les locataires Sogal et Vilmorin ont indiqué qu'un inventaire physique de leur stock est fait au moins annuellement.

Le POI ne recense pas l'état des matières stockées dans les éléments à produire lors d'un sinistre.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie – DI

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/10/2013, article 6.11 de l'annexe

Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing

Prescription contrôlée :

La détection automatique d'incendie dans les cellules de stockage avec transmission de l'alarme à l'exploitant est obligatoire. Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés.

Constats : La détection incendie est assurée par le système d'extinction automatique à eau.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : NC2_2022 – Moyens de lutte contre l'incendie – PI

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/10/2013, article 6.12 de l'annexe
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : L'entrepôt doit être doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : - d'un réseau d'incendie constitué de 5 bornes Incendie, régulièrement réparties tout autour du bâtiment et facilement accessibles par les voies pompiers, Ce réseau doit pouvoir délivrer un débit au minimum de 300 m ³ /h pendant au moins 2 heures
Constats : Le rapport de la société SDER du 10/01/2022 indique des débits unitaires par poteau incendie sous 1 bar compris entre 123 et 92 m ³ /h. Le débit simultané sur uniquement deux poteaux est de 139 m ³ /h pour les deux poteaux mesurés. L'exploitant doit justifier d'un débit simultané de 300 m ³ /h d'ici le 30/09/2022.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : NC3_2022 – Moyens de lutte contre l'incendie – PI

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/10/2013, article 6.12 de l'annexe
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : L'entrepôt doit être doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : - d'un réseau d'incendie constitué de 5 bornes Incendie [...] doit être maillé à partir de deux entrées sur le réseau communal. Les bornes incendies doivent être conformes aux normes NFS 61-213 et 62-200.
Constats : Le site dispose de 5 poteaux incendie privés. L'exploitant a présenté un plan des réseaux du 14/06/2005. Le réseau ne semble pas être maillé à partir de deux entrées sur le réseau communal. L'exploitant doit disposer d'un réseau maillé d'ici le 30/09/2022.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie – sprinkler

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/10/2013, article 6.12 de l'annexe
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : L'entrepôt doit être doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : - d'un réseau d'extinction automatique de type ESFR (fort débit) dans les cellules de stockage de grande hauteur et de type normal dans les autres locaux. ce réseau sera conçu, installé et entretenu conformément aux normes en vigueur.
Constats : Voir également NC2_2016 L'exploitant a présenté des plans du 15/11/2005 indiquant le type de sprinklage mis en place (ESFR ou standard) par zone. Les systèmes mis en place sont en adéquation avec la prescription. Une vérification hebdomadaire (fait par un entreprise extérieure), semestrielle (vu rapport VERITAS du 21/01/2022) et triennale (vu rapport UXELLO du 12/04/2019) du sprinkler est faite. Par courriel du 18/03/2022, l'exploitant a transmis les rapports UXELLO du 07/05/2019 justifiant de la levée des écarts faisant suite à la triennale.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie – extincteurs

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/10/2013, article 6.12 de l'annexe
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : L'entrepôt doit être doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
Constats : Le locataire Sogal a présenté le rapport de la société Desautel du 21/06/2021 pour l'entretien et le remplacement des extincteurs (RAS). Le locataire Vilmorin a présenté le procès-verbal de la société EUROFEU du 06/01/2021 (RAS) et celui du 04/03/2022 (RAS). Le locataire Skipper a présenté le rapport Q4 du 31/03/2021. Il précise que l'écart constaté a été levé en février 2022 (déplacement de zone de charge vers le local de charge). Les cellules des 3 locataires comportent des extincteurs accessibles et correctement répartis.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie – RIA

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/10/2013, article 6.12 de l'annexe
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : L'entrepôt doit être doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : - des robinets d'incendie armés, répartis dans l'entrepôt en fonction de ses dimensions et situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées. ils sont utilisables en période de gel.les quais doivent pouvoir être protégés par les R.I.A. L'exploitant doit justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau.
Constats : L'exploitant a présenté un plan de 2005 présentant les rayons d'action des RIA. L'ensemble des locaux sont couverts. Le rapport de la société CMI du 24/09/2021 indique que la maintenance / contrôle des RIA est faite. Le rapport de visite quinquennale de novembre 2021 a également été présenté (RAS). Un RIA dans la cellule Skipper (C4) n'est pas accessible. Par courriel du 18/03/2022, l'exploitant a transmis des photos des RIA dégagés dans la cellule C4.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : NC4_2022 – Risque pollution par eaux extinction

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/10/2013, article 04/07/04
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : Bassin de confinement Un dispositif de confinement des eaux accidentellement polluées, notamment lors de l'extinction d'un incendie ou d'une pollution accidentelle y compris des eaux pluviales, est réalisé avec un volume minimal de 1500 m3. Ces eaux s'écoulent dans ce dispositif par phénomène gravitaire ou par un dispositif de pompage dont l'efficacité en situation d'accident peut être démontrée.
Constats : L'exploitant n'a pas justifié du volume de rétention des eaux d'incendie. Il indique que les volumes de rétention sont prévus dans les quais de chargement camions. L'exploitant transmettra les éléments justificatifs d'ici le 30/04/2022.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : O2_2022 – Prévention du risque pollution par eaux extinction

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/10/2013, article 04/07/04
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : Bassin de confinement [...] Ce volume est assuré par la fermeture d'une vanne sur le rejet d'eaux pluviales. En période de fonctionnement normal, ce volume est maintenu vide et disponible. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce dispositif doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances, localement et à partir d'un poste de commande. La vanne doit également se fermer automatiquement lors du déclenchement de l'alarme du bâtiment associé ou des têtes d'arrosage du système d'extinction automatique. Cette vanne doit être signalée par un panneau visible en permanence par les secours avec un message du type : vanne d'isolement – en cas d'incendie, cette vanne doit être fermée – rétention eaux d'extinction, et sa position doit être indiquée. Constats : Le test des 2 vannes d'isolement motorisées Nord et Sud situées avant les bassins d'infiltration a été effectué localement avec succès. L'exploitant a justifié des leur asservissement au déclenchement du sprinklage (vu rapport UXELLO test de l'asservissement le 22/03/2019). Elles sont correctement repérées et accessibles. L'exploitant n'a pas justifié du test et de l'entretien préventif des dispositifs d'isolement. L'exploitant doit transmettre les éléments justificatifs d'ici le 30/04/2022.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Issues de secours

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/10/2013, article 6.13 de l'annexe
Thème(s) : Risques accidentels, Evacuation du personnel
Prescription contrôlée : Conformément aux dispositions du code du travail, les parties de l'entrepôt dans lesquelles il peut y avoir présence de personnel comportent des dégagements permettant une évacuation rapide. En outre, le nombre minimal de ces issues doit permettre que tout point de l'entrepôt ne soit pas distant de plus de 50 mètres effectifs (parcours d'une personne dans les allées) de l'une d'elles, et 25 mètres dans les parties de l'entrepôt formant cul-de-sac. Constats : Dans la cellule C4 du locataire Skipper et la cellule C2 du locataire Vilmorin, l'allée en bout de cellule côté Est n'est pas maintenue dégagée : cela forme un cul-de-sac et la distance à parcourir est donc supérieure à 25 m. L'exploitant doit veiller à maintenir en permanence les allées vers les issues de secours dégagées. Aucun autre problème de ce type n'a été identifié ailleurs. Les locataires Skipper et Vilmorin ont fait parvenir des photos des allées dégagées par courriel du 18/03/2022. Cela répond à la demande.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Issues de secours

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/10/2013, article 6.13 de l'annexe
Thème(s) : Risques accidentels, Evacuation du personnel
Prescription contrôlée : Deux issues au moins vers l'extérieur de l'entrepôt ou sur un espace protégé, dans deux directions opposées, sont prévues dans chaque cellule de stockage d'une surface supérieure à 1 000 mètres carrés. En présence de personnel, ces issues ne sont pas verrouillées.
Constats : Vérification dans la cellule C3 de Vilmorin : les issues donnent soit sur l'extérieur soit sur des espaces protégés (test d'issue entre C3 et C4 et issues Est donnant sous le auvent vers la voie ferrée).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : NC5_2022 – Recharge d'accumulateurs hors local

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/10/2013, article 6.16 de l'annexe
Thème(s) : Risques accidentels, Recharge accumulateurs
Prescription contrôlée : La recharge des batteries est interdite hors des locaux de recharge ou, dans le cas des entrepôts automatisés, hors des zones spéciales conçues à cet effet dans les cellules.
Constats : La cellule C1 du locataire Vilmorin comporte deux postes de charge d'accumulateurs en dehors du local de charge. Les deux postes de charge doivent être déplacés d'ici le 30/04/2022.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : NC6_2022 – Formation du personnel aux RIA

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13 de l'annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Formation
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : Le locataire Sogal a présenté les justificatifs de formation d'une partie du personnel aux RIA et extincteurs du 04/03/2022. Le locataire Vilmorin a présenté les justificatifs de formation du personnel aux extincteurs mais pas aux RIA. Le locataire Skipper a présenté les justificatifs de formation de 3 personnes uniquement aux extincteurs en 2019 ou 2013. Le personnel doit être formé au maniement des RIA. A minima 50 % du personnel devra y être formé d'ici le 31/03/2023. Le restant sera formé d'ici mars 2024.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : NC7_2022 – Opérations de maintenance en dehors de l'atelier

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/10/2013, article 6.5 de l'annexe
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : [...] les ateliers d'entretien du matériel et les locaux techniques sont isolés par une paroi et un plafond coupe-feu de degré 2 heures ou situés dans un local distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage. Les portes d'intercommunication sont coupe-feu de degré 2 heures et sont munies d'un ferme-porte [...]
Constats : Les opérations de maintenance courantes par point chaud sont effectuées dans la cellule C3 de Vilmorin. Ces opérations sont faites dans une zone située à proximité de piles de palettes bois et ne sont pas dans un local coupe-feu ou distant de l'entrepôt de 10 m. L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour que les opérations d'entretien du matériel soient effectuées dans un local dédié d'ici le 30/09/2022. Dans l'attente du respect de la disposition préfectorale, un éloignement minimal de 4 m des matières combustibles doit être observé vis-à-vis de la zone maintenance et des permis de feu doivent être délivrés à chaque fois que des opérations par point chaud sont réalisées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : NC8_2022 – Absence de permis de feu pour atelier de maintenance

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/10/2013, article 6.19 de l'annexe
Thème(s) : Risques accidentels, Permis de feu
Prescription contrôlée : Les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière. Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.
Constats : Les opérations de maintenance courantes par point chaud sont effectuées dans la cellule C3 de Vilmorin sans permis de feu. Elles sont effectuées par des agents de maintenance formés à la délivrance des permis de feu. Ils indiquent délivrer des permis de feu lorsqu'ils interviennent en dehors de leur zone maintenance.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : NC9_2022 – Absence de rétention sous des liquides inflammables

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/10/2013, article 4.7.2 de l'annexe
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Prescription contrôlée : Les unités, parties d'unités, stockages fixes ou mobiles à poste fixe de produits dangereux devront être équipés de capacités de rétention dont le volume utile devra être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">• 100 % du plus grand réservoir ou appareil associé,• 50 % de la quantité globale des réservoirs ou appareils associés. <p>Pour le stockage de lubrifiant ou de produit non inflammable en récipient de capacité unitaire inférieure ou égale à 200 litres, ce volume utile peut être réduit à 20 % de la capacité totale des fûts, sans être inférieur à 600 litres.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.</p>
Constats : Plusieurs fûts de 200L de liquides inflammables sont stockés dans la cellule C4 de Skipper. Ces fûts ne sont pas sous rétention.
L'exploitant doit mettre en place des rétentions correctement dimensionnées d'ici le 30/06/2022.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Portes coupe-feu inter-cellules

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/10/2013, article 6.7 de l'annexe
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs coupe-feu
Prescription contrôlée : [...] les portes communicantes entre les cellules doivent être coupe-feu de degré 2 heures et munies d'un dispositif de fermeture automatique qui doit pouvoir être commandé de part et d'autre du mur de séparation des cellules. La fermeture automatique des portes coupe-feu ne doit pas être gênée par des obstacles [...]
Constats : Par échantillonnage les portes coupe-feu Est entre la cellule C5 et C6 et Ouest entre les cellules C1 et C2 ont été testées avec succès par déclenchement manuel.
Les portes entre inter-locataires sont maintenues fermées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Matières combustibles dans local de charge

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/10/2013, article 7.9 de l'annexe
Thème(s) : Risques accidentels, Local de charge
Prescription contrôlée : Le local doit être maintenu propre et régulièrement nettoyé de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières.
Constats : Une petite quantité de cartons (environ 0,2 m ³) posés à proximité immédiate d'un poste de charge d'accumulateurs a été constatée dans un des locaux de charges d'accumulateurs du locataire Vilmorin. Les cartons ont été enlevés lors de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : O3_2022 – Information du voisinage en cas de déclenchement du POI

Référence réglementaire : /
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : Information du voisinage en cas de départ de feu
Constats : Il convient que l'exploitant informe au plus vite le dépôt de bouteilles de gaz inflammables situé à l'Est du site en cas de début de sinistre. Ce point doit être ajouté au POI.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet